

Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide

John Mueller

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703523ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703523ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mueller, J. (1995). Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide. *Études internationales*, 26(4), 711–727.
<https://doi.org/10.7202/703523ar>

Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide

John MUELLER*

Le présent article comporte deux sections. Dans la première, j'avance que l'évolution des idées des grandes nations, quant à leur conduite à l'égard des autres pays du monde, rend caducs la plupart des concepts clés sur lesquels reposent les principes directeurs et les discussions théoriques portant sur les relations internationales. C'est le cas, en particulier, du concept de «puissance¹» qui signifie essentiellement «influence» ou «statut», mais auquel s'attache aussi une connotation militaire très forte. Pourtant, l'exemple du Japon montre qu'on peut maintenant atteindre à la «puissance» par des exploits économiques et non militaires, si bien que le terme est devenu trompeur ou tendancieux. On peut soumettre les concepts d'«anarchie» et de «leadership» à une critique analogue.

La deuxième section traite de la forme de la politique étrangère dans un monde à peu près dépourvu de «pouvoir» et de «leadership». Le développement économique est devenu plus important que les exploits militaires pour déterminer le statut international d'un pays, si bien que le monde semble se scinder de plus en plus en deux groupes : les pays engagés dans la recherche de la prospérité et ceux encore engagés dans des luttes portant sur des questions non économiques. Lorsque les pays industrialisés acceptent de contribuer au maintien de l'ordre et de la paix dans des régions du monde perturbées par des conflits non économiques, ils le font à la seule condition que le coût en soit peu élevé, particulièrement en nombre de vies humaines. La deuxième section fait ressortir six principes qui m'apparaissent gouverner la façon dont les pays industrialisés abordent les problèmes de l'actualité internationale, et je m'attarde particulièrement aux solutions que ces pays tentent, ou ne tentent pas, d'apporter aux conflits et à l'instabilité chronique qui afflige les régions périphériques. Incidemment, j'avance provisoirement que – contrairement à ce que les analyses sur les «vieilles querelles de sang» tendent à faire croire – nous n'assistons pas actuellement en Europe à une recrudescence de l'ultranationalisme, mais plutôt à une rémission de ce phénomène qui me paraît en voie de disparition. De plus, je soutiens que l'OTAN devrait coopter la Russie, ce qui lui permettrait éventuellement de remplir sa fonction d'organe de gestion des conflits.

* Professeur au Département de science politique de l'Université de Rochester, Rochester, NY, États-Unis.

1. Nous traduisons ainsi le terme anglais *power*, sauf dans les contextes où il est mieux rendu par le mot français «pouvoir».

I – Le concept de puissance après la guerre froide

S'il faut en croire le dictionnaire, le mot anglais *turgid* (ampoulé, turgescent) signifie *bombastic, inflated, pompous, grandiloquent* (pompiers, gonflé, pompeux, grandiloquent). Cependant, à cause sans doute de sa ressemblance phonétique avec le mot *tepid*, certaines personnes lui attribuent le sens presque contraire de *dull, dreary, grey, heavy* (terne, morne, gris, lourd). Ce quiproquo est si répandu qu'il semble condamner le mot. En effet, comment comprendre avec certitude le sens des mots *turgid prose*, par exemple, si l'auteur ne l'explique pas (et s'il le fait, à quoi bon se servir du mot ?). Si on rayait le mot *turgid* de la langue, la communication et la compréhension en seraient beaucoup améliorées. Peut-être est-il maintenant temps, à la suite de la guerre froide, de faire subir un sort semblable au mot «puissance».

De nombreuses théories sur les relations internationales reposent sur le concept de puissance (ou de «pouvoir»), en particulier depuis la phrase célèbre du réaliste Hans J. Morgenthau, en 1948 : «À l'instar de toute politique, la politique internationale est une lutte pour le pouvoir.» Morgenthau définit la «puissance» comme «l'emprise d'un homme sur les esprits et les actions des autres²», tandis que le néoréaliste Kenneth Waltz la définit comme «l'idée, simple et ancienne, qu'un agent est d'autant plus puissant qu'il affecte les autres plus que ceux-ci ne l'affectent³». Certains mots anglais épousent ces définitions de façon plus étroite et moins ambiguë : *influence*, en particulier, ou *control* (contrôle, emprise), *status* (statut), *prestige* et *importance*. Puisque ces mots sont plus précis, on devrait les utiliser de préférence au mot *power*.

De surcroît, dans le contexte des relations internationales, le mot «puissance» a inmanquablement une connotation militaire et, comme le note Samuel Huntington, «la force armée est au centre des préoccupations théoriques des réalistes⁴». Morgenthau et Waltz le disent aussi très explicitement. Morgenthau déclare ainsi, de but en blanc, que «le fait que la puissance nationale dépende de la force militaire est si évident qu'il ne nécessite guère de démonstration». Waltz remarque, pour sa part, que «l'impact considérable des actions américaines» sur la scène internationale reflète avant tout le «poids» des «capacités militaires» des États-Unis. Ces idées reçues sont tout à fait incompatibles avec l'idée qu'un pays sans armée puisse être aussi une grande «puissance». Dans les termes de Robert Art et de Waltz : «Le sérieux des intentions fondamentales d'un État se mesure d'abord à l'aune de sa

2. Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1948, p. 13.

3. Kenneth N. WALTZ, *Man, the State and War*, New York, Columbia University Press, 1959, p. 192. Voir aussi William H. RIKER. «Some Ambiguities in the Notion of Power», *American Political Science Review*, vol 58, n° 2, juin 1964, pp. 341-349.

4. Samuel P. HUNTINGTON, «Why International Primacy Matters», *International Security*, vol. 17, n° 4, printemps 1993 a, pp. 68-83. Voir aussi John M. ROTHGEB JR., *Defining Power: Influence and Force in the Contemporary International System*, New York, St. Martin's, 1993, p. 18.

puissance militaire. En l'absence de celle-ci, la diplomatie d'un pays manque généralement d'efficacité⁵.»

Pourtant, si «puissance» signifie en premier lieu «influence» ou «statut», il faut reconnaître que le Japon contemporain est devenu un État «puissant». Bien sûr, les «forces d'autodéfense» japonaises ne sont pas négligeables, mais ce n'est pas elles qui expliquent l'efficacité diplomatique de ce pays ou son influence dans les affaires internationales ; ce n'est pas elles non plus qui lui permettent de «mettre en scène la diplomatie des autres» selon l'expression de Waltz⁶. Si un pays peut, avec des moyens militaires modestes, être une puissance – au sens d'influence, d'emprise, de statut, de prestige ou d'importance –, le mot «puissance», dont la connotation militaire est incontournable, est, dans le meilleur des cas, devenu trompeur ou tendancieux.

Deux analystes qui prétendent appliquer une grille «réaliste» au cas japonais aboutissent à des conclusions opposées. Huntington soutient que, malgré le caractère modeste de sa force militaire, le Japon cherche à «maximiser sa puissance» (et qu'il menace de façon inquiétante la «suprématie» des États-Unis). Christopher Layne, quant à lui, accepte «les thèses du réalisme», mais les applique uniquement «dans le domaine économique⁷». Il conclut que le Japon ne peut pas aujourd'hui être considéré comme une grande puissance parce qu'il n'a pas «les moyens militaires requis et, en particulier, un arsenal nucléaire stratégique» ; il prédit avec assurance, toutefois, que le Japon «fera bientôt l'acquisition de la panoplie complète des instruments d'une grande puissance, notamment des armes nucléaires», une opinion qui pourrait bien étonner de nombreux Japonais⁸. Richard Lieber, dans un effort courageux pour préciser les thèses du réalisme, soutient que les tenants de cette école promeuvent trois propositions fondamentales (certains mauvais plaisants diraient trois banalités) : «la vocation des États est de promouvoir l'ordre dans un système international anarchique» ; cet impératif, caractérisé par la philosophie «aide-toi et le ciel t'aidera» (*self-help*) sous-tend les relations internationales, particulièrement en matière de sécurité et parfois dans d'autres domaines ; dans ce cadre, les conflits interétatiques (inévitables dans les affaires humaines) ne peuvent être résolus «de l'extérieur» et risquent donc toujours de dégénérer en guerre⁹. Si le réalisme se résume à cela, il faudra en conclure que tout le monde, depuis saint François d'Assise jusqu'à Attila le Hun, est

5. Robert J. ART and Kenneth N. WALTZ (dir.), «Technology, Strategy, and the Uses of Force», dans *The Use of Force*, Lanham, MD, University Press of America, 1983, p. 7.

6. K. WALTZ, *Theory of International Politics*, Reading, MA, Addison-Wesley, 1979, p. 72.

7. Christopher LAYNE, «The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise», *International Security*, vol. 17, n° 4, été 1993, p. 72.

8. J. Peter KATZENSTEIN and Nobuo OKAWARA, «Japan's National Security: Structures, Norms, and Policies», *International Security*, vol. 17, n° 4, été 1993, pp. 84-118 ; Thomas U. BERGER, «From Sword to Chrysanthemum: Japan's Culture of Anti-militarism», *International Security*, vol. 17, été 1993, pp. 119-150.

9. Richard LIEBER, «Existential Realism After the Cold War», *Washington Quarterly*, hiver 1993, pp. 155-163.

réaliste. Glaser estime, quant à lui, que le réalisme peut, après tout, impliquer la coopération plutôt que le conflit et la méfiance¹⁰.

Dans l'ère nouvelle qui s'ouvre depuis la fin de la guerre froide, les idées classiques sur la «puissance» sont peut-être en train de devenir complètement anachroniques. En 1869, dans *Guerre et paix*, Léon Tolstoï écrivait : «Tous les historiens en conviennent : l'activité extérieure des États et des nations dans leurs conflits les uns avec les autres s'exprime par les guerres, et la puissance politique des États et des nations augmente ou diminue en proportion directe de leurs fortunes militaires¹¹.» Aujourd'hui, les grands «vaincus» de la dernière guerre, le Japon et l'Allemagne, jouissent d'une «force politique» et d'un statut considérables.

Il ne faut pas en conclure que les conflits sont en voie de disparition, mais seulement que les pays industrialisés ne recourront plus à la guerre et ne feront plus usage de la force pour résoudre leurs différends. Après tout, en 1989 et en 1990, les grandes puissances ont réglé leurs principaux problèmes stratégiques, notamment la question de la réunification allemande, sans un coup de feu.

En fait, s'il est vrai que dans l'avenir, les motivations économiques prévaudront et l'usage de la force ne sera plus considéré comme une façon légitime pour un État de réaliser des gains sur la scène internationale, le concept de «puissance», dans son sens militaire, deviendra caduc. À terme, peut-être perdra-t-il aussi son importance, au sens d'influence et de statut. En effet, les agents économiques purs ne se préoccupent, en principe, pas de leur influence ou de leur prestige. Ils veulent devenir riches. (Certes, influence, statut et prestige tendent à accompagner l'accumulation de la richesse, comme l'exemple récent du Japon le montre clairement, mais ils n'en sont qu'un effet secondaire.) Imaginons un président d'une société devant s'adresser à ses actionnaires. Leur dirait-il : «Notre statut, notre prestige et notre influence nous placent au premier rang dans notre secteur d'activité. Nous parlons, et tout le monde nous écoute ; mais nos profits sont nuls» ou plutôt : «Dans notre domaine d'activité, personne ne nous prête attention ; personne ne nous questionne. Nous sommes véritablement la risée de notre profession. Mais nous gagnons énormément d'argent» ? Nul doute sur le discours qui aurait davantage l'heur de plaire aux actionnaires¹².

A — L'anarchie

Un concept connexe, celui d'«anarchie internationale», doit faire l'objet, lui aussi, d'une remise en question. Si les pays les plus importants souscrivent

10. Charles L. GLASER, «Realists as Optimists: Cooperation as Self-Help», *International Security*, vol. 19, n° 3, hiver 1994-95, pp. 50-90. Voir aussi les définitions infiniment variées du «réalisme» in Paul W. SCHROEDER, «Reply», *International Security*, vol. 20, n° 1, été 1995, pp. 193-195.

11. Leo TOLSTOÏ, *War and Peace*, New York, Norton, 1966, p. 1145.

12. Richard ROSECRANCE, *The Rise of the Trading State: Conquest and Commerce in the Modern World*, New York, Basic Books, 1986.

de plus en plus à l'idée que le développement économique est un objectif primordial et qu'ils trouvent désormais insensé de recourir à la guerre pour résoudre leurs différends, l'image d'un état d'«anarchie» mondial reflétera de moins en moins la réalité et pourrait même encourager des politiques peu souhaitables.

Bien entendu, le mot «anarchie» reflète techniquement la réalité, car aucun gouvernement international ne fait fonction de police globale et aucune autorité ne se charge de surveiller la bonne conduite des nations. C'est, selon l'expression de Waltz, l'impératif du «recours à ses propres moyens» (*self-help*) qui prévaut. Les connotations attachées au mot «anarchie» font toutefois problème : chaos, absence de loi, désordre, confusion et violence endémique. Il serait tout aussi exact de qualifier la situation internationale de «non réglementée», mot dont les connotations sont tout à fait différentes et, peut-être, beaucoup plus utiles¹³.

Waltz soutient que «des États interdépendants dont les relations ne sont pas réglementées feront nécessairement l'expérience des conflits et peut-être celle de la guerre¹⁴». Le réaliste John Mearsheimer, quant à lui, écrit de façon plutôt pessimiste que dans une situation d'anarchie, «il y a peu de place pour la confiance entre les États» et que, par conséquent, «la sécurité est souvent précaire¹⁵». Cette vision de la politique internationale ne vaut vraiment que si l'on considère généralement la violence comme un instrument utile et acceptable en matière de relations interétatiques. Si, toutefois, cette idée n'a plus cours, la réglementation n'est plus requise et l'«anarchie» peut devenir un état souhaitable¹⁶.

Plus généralement, le changement nous a peut-être fait passer, ou est en train de nous faire passer, de ce que Morton Kaplan appelle un «système bipolaire diffus» à un «système international universel». Dans le premier, les blocs cherchent, selon les règles de Kaplan, à «éliminer le bloc rival», à «accroître leurs forces relativement à celles de leur adversaire», à lutter «pour ne pas permettre à ce dernier d'atteindre une position de pouvoir prépondérante» et à «se faire le plus d'alliés possible». Dans le deuxième système, les pays les plus importants «recourent à des moyens pacifiques pour atteindre leurs objectifs», «n'utilisent ni la force, ni la menace» et «tentent d'augmenter les ressources et la base productive du système international¹⁷». Essentiellement,

13. Helen MILNER, «The Assumption of Anarchy in International Relations Theory: A Critique», *Review of International Studies*, vol. 17, 1991, pp. 67-85.

14. K. WALTZ, *Theory of International Politics*, *op. cit.*, p. 138.

15. John MEARSHEIMER, «Back to the Future: Instability in Europe After the Cold War», *International Security*, vol. 15, n° 1, 1990, pp. 5-56; R. ART and K. WALTZ, *op. cit.*, pp. 3-6; K. WALTZ, *op. cit.*, 1959, p. 159.

16. John MUELLER, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1989.

17. Morton A. KAPLAN, *System and Process in International Politics*, New York, Wiley, 1957, pp. 38 et 47.

ce changement fait passer les pays les plus importants d'une situation de jeu à somme nulle à une situation où tous peuvent faire des gains. Comme un haut fonctionnaire soviétique le disait en 1987 : «Auparavant notre raisonnement était le suivant : plus ça va mal pour l'adversaire, mieux ça va pour nous... mais, aujourd'hui, ce n'est plus vrai. Mieux les choses vont pour l'Europe et l'économie mondiale, plus la stabilité est grande et plus nos perspectives de développement sont bonnes¹⁸.» C'est là une transformation profonde.

B — Leadership

Si la poursuite de la richesse (la «soif de prospérité» comme le dirait peut-être le révisionniste Morgenthau) devient la préoccupation majeure dans les affaires internationales, le concept de leadership devrait, lui aussi, se vider de sa substance. À titre d'exemple, autrefois, la société Continental Airlines exerçait un véritable leadership à l'égard des prix dans son secteur, mais ses profits étaient maigres, ce qui impressionnait peu les actionnaires. Les États-Unis, quant à eux, sont toujours – et de loin – le leader mondial, peu importe le critère choisi. Il n'en reste pas moins qu'ils sont dévorés d'une jalousie malade à l'égard du Japon.

En outre, on ne sait plus très bien, dans le monde actuel, quel avantage un pays peut tirer de son «leadership» ou de sa «suprématie». Si ce «leadership» signifie qu'il doit être le premier à risquer des vies et du capital dans des aventures sans grande importance pour lui, où est l'avantage? L'exemple de «leadership» international le plus souvent cité depuis la fin de la guerre froide est celui de la guerre du Golfe. Il est vrai, certes, que le président américain George Bush (pdg, il ne faut pas l'oublier, de la «seule superpuissance qui reste au monde¹⁹») dirigea la coalition opposée à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Cependant, son appel à la communauté internationale fut à peu près le suivant : «De grâce, appuyez notre guerre et nous serons heureux d'assumer la responsabilité presque entière des opérations militaires ainsi que leur coût en vies humaines» (certains pays, comme l'Égypte et la Syrie, durent néanmoins être achetés). On ne peut donc parler d'un véritable exemple de leadership, car les États-Unis ne réussirent à constituer la coalition qu'en faisant des offres si alléchantes qu'aucun pays importateur de pétrole ne pouvait raisonnablement les refuser.

18. Jack SNYDER, «The Gorbachev Revolution: A Waning of Soviet Expansionism?», *International Security*, vol. 12, n° 3, 1987-88, p. 115.

19. Quoique, bien entendu, si cela se résume aux forces et au potentiel militaires ainsi qu'au grand nombre d'armes nucléaires qu'elle possède, la Russie est tout aussi puissante que jamais, et même plus que ne l'était l'Union soviétique au moment de la crise des missiles de Cuba. Voir Robert R. NORRIS and William M. ARKAN, «Estimated U.S. and Soviet/Russian Nuclear Stockpiles 1945-94», *Bulletin of the Atomic Scientists*, novembre-décembre 1994, pp. 58-59; John MUELLER, *Quiet Cataclysm: Reflections on the Recent Transformation of World Politics*, New York, Harper Collins, 1995, pp. 31-32.

II – Les principes de la politique étrangère depuis la fin de la guerre froide

Nous vivons donc une période historique vraiment remarquable. En un temps incroyablement court, presque tous les grands problèmes épineux qui gênaient, depuis près d'un demi-siècle, les relations internationales des pays les plus importants (parfois dénommés «grandes puissances») furent résolus : l'occupation soviétique – impopulaire et souvent brutale – de l'Europe de l'Est, la scission artificielle et profondément traumatisante de l'Allemagne, la course effrénée et coûteuse aux armements – source continue de crises et d'anxiété, entre l'Est et l'Ouest – et, finalement, la lutte idéologique entre un communisme (totalitaire, expansionniste et fauteur de troubles) et la démocratie de marché (quelquefois au bord de la panique).

À la suite de ces bouleversements sans précédent, des cris d'alarme se sont fait entendre un peu partout, et notamment à l'*American Assembly*²⁰, pour dénoncer l'absence de consensus quant aux principes directeurs de la politique étrangère américaine. On y réclamait aussi une vision nouvelle visant à redonner sa cohérence à l'action diplomatique des États-Unis.

En grande partie, ces cris d'alarme et ces appels reposent toutefois sur une perception erronée du passé. La politique n'est ni plus ni moins cohérente et consensuelle aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois ou qu'elle ne le sera à l'avenir.

Parmi les pessimistes, certains rappellent avec nostalgie la guerre froide, durant laquelle la politique américaine obéissait à une doctrine générale visant à contenir l'expansion du communisme. Ainsi, un rapport de l'*American Assembly* fait état du «besoin de retrouver un consensus en ce qui a trait aux critères permettant de décider où et quand il y a lieu d'intervenir», ce qui sous-entend qu'un tel consensus existait durant la guerre froide. Les faits démontrent toutefois qu'il y avait beaucoup de flottement dans l'application de cette doctrine. Alors même qu'il formulait sa doctrine du *containment*, le président Truman, par exemple, s'est tenu prudemment à l'écart lorsque la Chine, le pays le plus peuplé au monde, est passé au communisme. Eisenhower n'a pas voulu recourir à la force pour empêcher une victoire communiste en Indochine, mais il s'est cramponné aux petites îles de Quemoy et de Matsou, au large des côtes de Chine. Kennedy voulut appuyer les forces anticommunistes au Viêt-nam du Sud alors même qu'il acquiesçait à une entente qui accordait aux communistes le contrôle de la majeure partie du Laos. Sous Reagan, une controverse houleuse et agrémentée de scandales, portant sur l'intervention des États-Unis au Nicaragua, souleva les passions. Et la Communauté atlantique a souvent été déchirée par des divergences importantes quant à la façon appropriée de répondre au défi communiste, notamment en ce qui concerne le

20. AMERICAN ASSEMBLY, *U.S. Intervention Policy for the Post-Cold War World: New Challenges and New Responses*, New York, Columbia University Press, 1994.

statut de Berlin. Ces divergences ont été souvent bien plus aiguës que celles qui divisent les alliés au sujet de la Bosnie actuellement.

Tout comme au temps de la guerre froide, la politique sera faite d'improvisations, d'un dossier à l'autre et d'une crise à l'autre. Mais, si on fait une comparaison historique honnête, aujourd'hui comme autrefois, les principes organisateurs de la politique étrangère ne manquent pas. C'est en effet par leurs actions, plus que par des déclarations explicites, que les États-Unis et leurs principaux alliés élaborent une politique d'ensemble, et celle-ci est au moins aussi cohérente et consensuelle que durant la guerre froide.

Quoique l'application en soit souvent brouillonne, il semble que six objectifs clairs et durables se dégagent de cette politique en émergence dans le domaine des affaires extérieures.

A — Devenir aussi riche que possible

Nous l'avons déjà noté, ce principe n'a pas toujours été la priorité des grandes puissances²¹. De plus en plus, toutefois, il semble que la prospérité soit le but primordial de ces pays et qu'on cherche à l'atteindre par les exploits économiques et non plus par la conquête d'un empire, la puissance militaire ou le triomphe dans la guerre.

De plus, même s'il demeure de nombreux désaccords de détail, l'opinion générale est que la poursuite de la prospérité doit s'appuyer sur les forces du marché et sur l'élimination des entraves au commerce²². De façon peut-être un peu inattendue, cette idée a fait beaucoup de chemin sous le président Bill Clinton avec l'acceptation de l'Accord de libre-échange nord-américain et la signature ultérieure du GATT²³.

B — Attaquer les grands problèmes de l'heure avec détermination et célérité

Ce principe n'est qu'hypothétique. En effet, la période actuelle est caractérisée par le fait qu'aucun problème grave et urgent ne se pose aux pays occidentaux les plus importants. C'est pour cette raison qu'ils peuvent se

21. R. ROSECRANCE, *op. cit.*

22. Sur le triomphe du libéralisme (appelé à tort «la fin de l'histoire»), voir Francis FUKUYAMA, «The End of History?», *National Interest*, été 1989, pp. 3-18; Jeffrey SACHS, «Consolidating Capitalism», *Foreign Policy*, printemps 1995, pp. 50-64.

23. La détermination de Clinton à tenir tête aux syndicats – traditionnellement acquis aux démocrates – à propos de l'ALENA, a peut-être été l'un des actes politiques les plus courageux de la présidence contemporaine, dans la mesure où cela a probablement coûté les élections à son parti en 1994. Il n'est pas vrai que «seul Nixon pouvait se permettre d'aller en Chine», les présidents précédents – tous deux démocrates – ont plusieurs fois tenté d'améliorer les relations avec ce pays, mais ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir à Pékin. Par ailleurs, on peut avancer qu'aucun républicain n'aurait pu réunir suffisamment de votes pour sanctionner l'ALENA.

permettre le luxe de considérer le principe numéro 1 comme une priorité. À cet égard, on peut aussi faire remarquer, comme le fait incidemment Huntington, que «les conflits militaires entre les États occidentaux sont inconcevables²⁴». Lorsqu'on se rappelle que les désaccords entre les grands pays d'Europe – le continent le plus belliqueux pendant des siècles – ont été la source principale d'une longue série de conflits, ce revirement de l'histoire mérite d'être souligné²⁵.

Depuis la fin de la guerre froide, de ce point de vue, la seule crise globale importante fut l'invasion irakienne du Koweït. La plupart des pays industrialisés (et même les autres) ont exigé, à l'unisson, une riposte ferme contre l'agression de Bagdad et l'imposition de sanctions économiques très sévères. Il n'y eut de désaccord que sur les moyens à mettre en œuvre : fallait-il, ou non, chasser les envahisseurs par la force ?

C — Traiter les problèmes majeurs, à long terme, de façon avisée et judicieuse

Actuellement, la préoccupation la plus importante est d'amener, à long terme, la Russie et la Chine à tisser des liens solides avec le reste du monde, et de se conduire en honnêtes citoyens de la communauté internationale. D'ennemis violents et dévastateurs qu'ils étaient durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon sont devenus des alliés prospères et des concurrents pacifiques, dont la vision du monde est très semblable à celle de leurs vainqueurs d'autrefois. En matière de politique extérieure, sans doute est-ce là, dans l'histoire, l'un des plus beaux exemples de la façon dont un État peut satisfaire à ses intérêts propres de façon éclairée, et il existe un large consensus sur la nécessité actuelle de réaliser un exploit identique en ce qui a trait à la Russie et la Chine. Personne ne sait exactement comment y parvenir, quoique la Russie et la Chine – à l'instar de l'Allemagne et du Japon autrefois – devront faire presque tout le travail elles-mêmes.

Plusieurs autres problèmes à long terme sont souvent considérés comme très préoccupants, notamment la prolifération nucléaire, le terrorisme international, la pollution, le réchauffement de la planète, les mouvements de population, la croissance démographique, le fondamentalisme religieux et la robotique envahissante²⁶. Il ne faut, bien sûr, pas sous-estimer ces questions, mais il faut se demander si elles sont réellement cruciales²⁷. Comme Calvin Coolidge est censé l'avoir dit, lorsque vous voyez dix problèmes fonçant vers

24. S. HUNTINGTON, «The Clash of Civilizations?», *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, été 1993, p. 39.

25. EVAN LUARD, *War in International Society*, New Haven, CT, Yale University Press, 1986, p. 77 ; J. MUELLER, *op. cit.*, 1989 et *op. cit.*, 1995, ch. 9 ; MICHAEL HOWARD, *The Lessons of History*, New Haven, CT, Yale University Press, 1991, p. 176 ; JOHN KEEGAN, *A History of Warfare*, New York, Knopf, 1993, p. 59.

26. PAUL KENNEDY, *Preparing for the Twenty-First Century*, New York, Random House, 1993.

27. J. MUELLER, «The Catastrophe Quota: Trouble After the Cold War», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 38, n° 3, septembre 1994, pp. 355-375.

vous sur la route, vous pouvez être assez sûr que neuf d'entre eux se retrouveront dans le fossé avant qu'ils ne vous touchent.

À titre d'exemple, si on en juge par les prédictions des prophètes de malheur des années 1950 et 1960, la prolifération nucléaire a progressé de façon étonnamment lente. Depuis près de deux mille ans, les experts soulignent les dangers de surpopulation. D'après ceux qui prédisent un réchauffement planétaire, ce phénomène devrait élever le niveau de la mer d'un dixième de pouce par année²⁸, ce qui causerait un problème sérieux dans environ 600 ans. Le terrorisme international tue annuellement beaucoup moins d'Américains que la foudre²⁹. Et qu'en est-il donc finalement de la fameuse crise de la dette latino-américaine, à propos de laquelle tant d'encre a coulé il n'y a pas si longtemps ?

On nous annonçait aussi, il y a quelques années, que «l'activité économique est une continuation de la guerre par d'autres moyens» ; le Japon était sur le point, disait-on, de s'approprier toute l'économie américaine³⁰. Cette inquiétude s'est volatilisée depuis que le moteur de l'économie japonaise s'est considérablement ralenti et que des sociétés japonaises imprudentes se retrouvent avec des biens américains dont la valeur a baissé de moitié depuis qu'elles les ont achetés³¹.

Il y a tout juste quelques années, la recrudescence apparente du nationalisme en Europe alarmait beaucoup d'observateurs. Cependant, l'hypernationalisme (et même certains nationalismes qui ne méritent pas ce suffixe), qui paraissait un facteur inquiétant à ce moment, semble maintenant avoir perdu son acuité dans plusieurs endroits comme la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Bulgarie, la Hongrie et peut-être même la Serbie où en 1995, l'abandon des Serbes bosniaques par Belgrade n'a pas suscité beaucoup d'opposition en Serbie³². L'hypernationalisme n'a été dangereux que lorsqu'il était auréolé d'un attrait politique réel. Cela a été le cas pendant longtemps, mais peut-on encore l'affirmer maintenant ?

Il ne faudrait pas en conclure que le nationalisme, lui-même, s'affaiblit en Europe. Il n'est pas très difficile de faire dire à un Norvégien des choses tout à fait désobligeantes à propos d'un Suédois, par exemple. Et il n'est pas non plus impossible aux Néerlandais, dont la tolérance est légendaire, de dénigrer les Allemands en public («Ils sont gros, laids et ils mangent trop», «Ils sont tellement imbus d'eux-mêmes³³»). Mais ce type de nationalisme ne risque pas

28. Malcolm W. BROWNE, «Most Precise Gauge Yet Points to Global Warming», *New York Times*, 20 décembre 1994, C4.

29. J. MUELLER, *op. cit.*, 1995, p. 23.

30. HUNTINGTON, *op. cit.*, 1991 et «Why International Primacy Matters», *op. cit.*, 1993.

31. James STERNIGOLD, «Japanese Rush to Sell Their U.S. Real Estate», *New York Times*, 9 juin 1995, D3.

32. Christine SPOLAR, «U.S. Envoy Aborts Belgrade Missions», *Washington Post*, 24 mai 1995, A29.

33. Stephen KINZER, «For Dutch It's O.K. To Despise Germans», *New York Times*, 8 février 1995, A13.

de dégénérer en conflit armé. Bien sûr, les Slovaques ne sont pas tombés soudainement amoureux des Hongrois ou de qui que ce soit, mais ils accordent désormais tout simplement beaucoup plus d'importance aux problèmes économiques. D'autres circonstances, bonnes ou mauvaises, pourraient modifier le tableau, mais il semble que le nationalisme militant ne fasse plus beaucoup d'adeptes actuellement.

Si cette opinion s'avère exacte, le cas de la Yougoslavie est doublement tragique. En effet, si les Serbes n'avaient pas perdu leur calme face à la Croatie et à la Bosnie, dont ils redoutaient les persécutions, peut-être ces régimes seraient-ils revenus à une attitude plus modérée, reflétant en cela les tendances de notre époque. Bien sûr, l'une des raisons du peu de succès du nationalisme dans les sondages d'opinion est précisément l'exemple terrible de la Yougoslavie. Ceci amène à penser que la Tchécoslovaquie ne se serait peut-être jamais scindée si les débats qui ont précédé la scission avaient duré un peu plus longtemps. De façon plus générale, quoiqu'on attribue souvent les conflits en Yougoslavie et ailleurs à la résurgence presque spontanée d'anciennes querelles de sang, ils semblent avoir surtout résulté du travail tactique d'entrepreneurs politiques locaux et, souvent, de bandits nouvellement arrivés au pouvoir³⁴.

Dans certains cas, notamment celui des Serbes de Croatie et de Bosnie, des acteurs externes ont autrefois cherché à attiser les tensions nationalistes de ces pays, ce qui eut des conséquences désastreuses. Il ne semble pas toutefois que ce soit une chose à craindre à l'avenir. Dans une étude récente, Ellen Gordon et Luan Troxel notent que la Turquie, préoccupée par le sort des Turcs de Bulgarie, a ouvert ses frontières à ces derniers en 1989, mais qu'elle les a refermées peu après que les nouveaux immigrants eurent suscité de nombreux problèmes³⁵. Ils en concluent donc que «bien que la Turquie appuie la minorité turque de Bulgarie, elle a peu d'intérêts à attiser les tensions interethniques dans ce pays». Selon ces auteurs, la Pologne en est venue à la même conclusion à l'égard de la minorité polonaise de Lituanie.

On a également beaucoup parlé – surtout en Serbie et en Grèce – des dangers potentiels résultant, pour la région, de l'ambition de Tirana de créer une «grande Albanie» (concept stupide s'il en est un). Mais le gouvernement albanais, quoique préoccupé par le sort des Albanais des autres pays, ne désire

34. Noel MALCOLM, «Seeing Ghosts», *National Interest*, été 1993, pp. 83-88; James D. FEARON, «Ethnic War as a Commitment Problem». Présentation faite devant l'*American Science Association*, New York, 1-4 septembre 1994; V.P. GAGNON JR., «Serbia's Road to War», *Journal of Democracy*, vol. 5, n° 2, avril 1994, pp. 117-131 et «Ethnic Nationalism and International Conflict: The Case of Serbia», *International Security*, vol. 19, n° 3, hiver 1994-95 pp. 130-166; Cheryl BENARD, «Bosnia: Was It Inevitable?», in *Lessons from Bosnia*, Zalmay M. KHALIZAD (dir.), Santa Monica, CA, Rand Corporation, 1993; Susan L. WOODWARD, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cold War*, Washington, DC, Brookings Institution, 1995.

35. Ellen J. GORDON et Luan TROXEL, «Minority Mobilization Without War». Allocution présentée à la conférence *Post-Communism and Ethnic Mobilization*, Cornell University, 21-22 avril 1995.

probablement pas se mettre des problèmes supplémentaires sur le dos. En fait, il ne manque pas une occasion de répéter que la majorité des Albanais s'irritent plutôt de l'arrogance de leurs concitoyens du Kosovo et de la Macédoine, et qu'ils n'ont aucune envie d'unir leurs destins politiques de crainte d'être dominés par eux³⁶.

D — Faciliter le développement des pays les moins favorisés lorsque ceux-ci se «prennent en main» et expriment leur volonté de faire une réelle contribution à la communauté internationale

Quoique les conflits et les affrontements potentiels entre le «Nord et le Sud» ou entre «l'Occident et le reste du monde» aient fait couler beaucoup d'encre, les pays riches ne sont pas repliés sur eux-mêmes³⁷. Ils ont, au contraire, manifesté leur volonté non seulement d'admettre de nouveaux membres dans leurs rangs, mais aussi de leur fournir des ressources pour les aider à y parvenir.

Il est avantageux pour tous, que la Corée du Sud, dévastée par la guerre, soit devenue productive et prospère. Les pays riches l'ont d'ailleurs invitée, pour cette raison, à se joindre à eux, comme ils l'ont fait avec le Mexique, le Chili, l'Argentine, Taiwan, Singapour ainsi que la Thaïlande. Ce seuil de la reconnaissance une fois franchi, les nations industrialisées se sont montrées disposées à investir et à prendre des risques pour aider ces pays à demeurer dans leurs rangs, comme les États-Unis l'ont récemment prouvé dans le cas du Mexique.

E — S'efforcer, sur une base multilatérale, de résoudre les conflits dans le monde, surtout si cela peut être fait de façon économique et sans effusion de sang

F — Chercher à confiner et à contenir les conflits mineurs si on ne peut y trouver de solution

La presse quotidienne s'intéresse surtout aux problèmes visibles et immédiats, lesquels sont souvent – dans l'optique des pays les plus importants – relativement mineurs (ce qui n'est pas l'avis, bien sûr, de ceux y qui sont confrontés). À ce sujet, les gouvernements et l'opinion publique des pays industrialisés semblent appliquer les deux principes cités ci-dessus.

Durant la guerre froide, la rivalité Est-Ouest rendait toute coopération internationale très difficile, mais les ennemis d'hier estiment maintenant qu'il

36. Voir *The Economist*, 21 mai 1994, pp. 56-57.

37. S. HUNTINGTON, «The Clash of Civilizations», *op. cit.*, 1993; «If Not Civilizations, What? Paradigms of the Post-Cold War World», *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 5, novembre/décembre 1993, pp. 186-194; Graham FULLER, «The Next Ideology», *Foreign Policy*, printemps 1995, pp. 145-158.

est de leur intérêt de coopérer pour promouvoir la paix et la stabilité. Pour cette raison, les pays les plus importants sont plus libres que jamais de collaborer à la construction d'un monde ordonné et productif. Cependant, alors qu'autrefois la logique de la guerre froide les amenait à considérer presque tous les endroits de la planète comme des zones d'intérêt stratégique, ce n'est plus le cas maintenant.

Samuel Huntington a mis les (nombreux) critiques de sa thèse – selon laquelle la problématique de la politique mondiale sera, à l'avenir, définie par un « choc de civilisations » – au défi d'offrir « une meilleure explication de ce qui se passe dans le monde³⁸ ». Une de celles qui viennent à l'esprit est l'observation de Thomas Friedman selon laquelle le monde est en train de se scinder entre des États orientés vers l'avenir, comme le Japon qui fabrique, sans efforts, de superbes produits tels l'automobile Lexus, et des États tournés vers le passé, comme la Serbie qui se bat pour la possession d'un cerisier³⁹. Certes, les constructeurs de Lexus veulent bien fournir des fonds et un certain nombre de soldats pour contribuer à la paix des pays qui se disputent un cerisier, mais, à défaut de pouvoir régler véritablement ce type de conflits, ils sont surtout déterminés à empêcher la propagation de ceux-ci, de façon à pouvoir satisfaire à leur vocation véritable : devenir plus riches.

À titre d'exemple, la mission de l'ONU en Somalie a modestement contribué à ramener l'ordre dans ce pays affligé par la famine. On estime ainsi que cette intervention, d'un prix total de 2 milliards de dollars et qui a coûté la vie à une poignée de « gardiens de la paix » internationaux, a tout de même permis de sauver des centaines de milliers de vies humaines. Quoiqu'il soit difficile de faire des comparaisons rigoureuses, on peut probablement affirmer que jamais dans l'histoire humaine on a accompli autant à si peu de frais⁴⁰.

Dans cette optique, contrairement à la guerre du Golfe, la mission militaire en Somalie a épargné un grand nombre de vies. Pourtant, malgré cet énorme succès, on ne la célèbre pas en grande pompe. En effet, en particulier aux États-Unis, on s'en souvient plutôt comme d'un échec. Ceci est dû surtout à un incident qui s'est déroulé en octobre 1993 alors que des rangers américains tentèrent de capturer des leaders somaliens renégats⁴¹. Après avoir généralement bien commencé, la mission tourna mal lorsque leur hélicoptère

38. S. HUNTINGTON, *If Not Civilizations, What?...*, op. cit., 1993, p. 194.

39. Thomas L. FRIEDMAN, « As Some Nations Build, the Past Devours Others », *New York Times*, 12 juillet 1992, pp. 4-1.

40. Dans un article qui demandait le retrait des États-Unis de Somalie, le chroniqueur du *New York Times*, William Safire, reconnaissait platement que, « sauver des centaines de milliers de vies humaines n'est pas une petite chose » (1993).

41. En dépit des critiques exprimées par le « Contrat avec l'Amérique » publié par les républicains, et les propos du candidat présidentiel Bob Dole, cette mission fut une initiative américaine : il n'est pas vrai que l'ONU « tirait les ficelles ». Voir Bob DOLE, « Shaping America's Global Future », *Foreign Policy*, 1995, p. 37. Sur cette question voir aussi T. FRIEDMAN, « Free Advice to: Bob Dole. Re: Foreign Policy », *New York Times*, 10 avril 1995, A23.

s'écrasa au sol ; quelque 18 *rangers* (ainsi que 300 Somaliens) furent tués dans une bataille qui dura une journée⁴².

La réaction des autorités et de l'opinion publique à cette mission ratée est instructive : on réclama à grands cris le retrait des troupes américaines de la Somalie. Combien d'Américains pouvait-on laisser mourir pour sauver la vie de centaines de milliers de Somaliens ? Interrogés à ce sujet, les Américains montrèrent clairement que leur tolérance était très proche de zéro⁴³. Le public adopta d'ailleurs la même attitude, par la suite, en ce qui concerne la défense de la démocratie en Haïti.

La réticence générale à toute participation armée véritable dans la guerre en Bosnie (malgré des années d'exposition à « l'effet CNN⁴⁴ ») prouve que les Américains ont développé la même perception que les Britanniques, les Allemands et les Canadiens – et d'autres, à leur façon – en ce qui concerne cette région troublée. Il se peut que les efforts de maintien de la paix se poursuivent, mais seulement si leurs pertes en vies humaines demeurent très limitées. Entre-temps, les grandes puissances veilleront à l'essentiel en Bosnie : empêcher que le conflit déborde et s'étende, en particulier au Nord.

L'exemple de la Somalie (ainsi que celui du Liban en 1982) démontre également que dans les cas où le maintien de la paix est trop coûteux en terme de vies humaines, on retire tout simplement les Casques bleus sans trop se soucier de perdre la face. De cette façon, on évite de s'embourber.

Malgré les pressions politiques considérables destinées à réduire le plus possible les pertes humaines, il semble que le fait de maintenir sur place des forces d'occupation ne suscite pas les mêmes réticences si les soldats restent vivants. Après le fiasco de la Somalie, les Américains sont restés dans ce pays plusieurs mois, mais comme personne n'a été tué, on s'est désintéressé de la

42. Michael R. GORDON et Thomas L. FRIEDMAN, «Disastrous U.S. Raid in Somalia Nearly Succeeded, Review Finds: Valorous Delay May Have Far-Reaching Impact», *New York Times*, 25 octobre 1993, A1 ; Rick ATKINSON, «The Raid That Went Awry», *Washington Post*, 30 et 31 janvier 1994 ; Kent DELONG et Steven TUCKEY, *Mogadishu! Heroism and Tragedy*, Westport, CT, Praeger, 1994.

43. Bob DOLE, *op. cit.*, 1995, p. 41.

44. Pour une critique de ce soi-disant phénomène, voir J. MUELLER, *Policy and Opinion in the Gulf War*, Chicago, IL, University of Chicago Press, 1994, pp. 129-137. Lorsqu'à de rares occasions, les images ont ou semblent avoir, un impact, les gens en sont conscients. Lorsque les images n'ont pas d'effet, ils ne les remarquent pas. Essentiellement, le phénomène implique que les gens sont tellement dépourvus d'imagination qu'ils ne réagissent que lorsqu'ils voient quelque chose. Cependant, les Américains ont été outragés et se sont mobilisés massivement à la suite de Pearl Harbor, et ceci, des semaines ou même des mois avant qu'ils ne voient les photos de l'événement. Voir MUELLER, 1995, *op. cit.*, pp. 97-101. De plus, la guerre du Viêt-nam ne fut pas vraiment plus impopulaire que la guerre de Corée tant que les pertes américaines sont demeurées comparables, et ce malgré le fait que le Viêt-nam soit souvent présenté comme une « guerre télévisuelle », tandis que le conflit coréen eut lieu alors que ce médium était encore peu répandu. J. MUELLER, *War, Presidents and Public Opinion*, New York, Wiley, 1973, p. 167.

question. De même, la mission américaine en Haïti n'a eu la faveur ni du public ni des milieux politiques, mais – en l'absence de pertes – personne n'a protesté contre le maintien des troupes dans ce pays.

Par ailleurs, on ne devrait pas considérer la réticence des États-Unis à intervenir comme un nouveau réflexe isolationniste. Lors des guerres de Corée et du Viêt-nam, les Américains ont démontré leur capacité – du moins initialement – de sacrifier leurs soldats, mais, dans ces situations, ils croyaient fermement à la nécessité de contenir le communisme, perçu comme une authentique menace pour les États-Unis. Les sondages d'opinion de l'époque montrent clairement qu'on ne voyait aucun intérêt à sacrifier des vies américaines simplement pour aider les Coréens du Sud ou les Vietnamiens⁴⁵. La réticence à sacrifier des vies américaines pour la poursuite d'objectifs essentiellement humanitaires n'est donc pas récente.

Lorsqu'il est probable que des Casques bleus seront en danger, la logique politique veut que la méthode la plus efficace pour maintenir la paix soit de confier la tâche non à des entités nationales distinctes, mais plutôt à une force de volontaires des Nations Unies, comme le recommande Brian Urquhart⁴⁶. La structure organisationnelle de ces opérations serait telle que toutes les pertes seraient assumées par des volontaires internationaux pour ainsi dire anonymes et non par des ressortissants nationaux clairement identifiables. L'impact politique des pertes humaines peut ainsi être considérablement atténué. La fin de la guerre froide rend plus facile la réalisation de telles missions puisque, dans plusieurs cas, l'Est et l'Ouest font front commun.

Impossible toutefois de s'acquitter de telles tâches en respectant les normes ridicules promulguées à Washington et dans d'autres capitales, normes selon lesquelles le maintien de la paix doit toujours viser un but précis et obtenir des résultats clairs dans des délais fixes. Comme le démontre l'expérience du Cambodge, qui dans l'ensemble fut couronnée de succès, ces missions exigent souvent des années de travail et d'efforts tenaces, ingrats et souvent improvisés ; par ailleurs, de nombreux revers sont à prévoir en cours de route⁴⁷. Comme l'ONU accomplirait des tâches militaires dont les pays riches ne voudraient pas se charger eux-mêmes, il serait logique qu'une partie des budgets de défense de ceux-ci soit affectée à ces missions. Jusqu'à présent, les pays riches n'ont pas reconnu la logique de ce raisonnement.

L'application de sanctions économiques à l'Irak en 1990, à Haïti en 1991 et à la Serbie en 1992, montre que les pays les plus importants sont peut-être en train de mettre au point, collectivement, une nouvelle arme crédible, peu coûteuse et potentiellement puissante contre les agresseurs de taille moyenne et petite, et contre les fauteurs de troubles. Ils ont démontré, par là, que la

45. J. MUELLER, *op. cit.*, 1973, pp. 44, 58, 100-101.

46. Brian URQUHART, «For a U.N. Volunteer Military Force», *New York Review of Books*, 10 juin 1993, pp. 3-4.

47. Elizabeth BECKER, «A U.N. Success Story», *New York Times*, 10 avril 1995, A33.

communauté internationale peut très bien se porter, malgré la mise à l'écart économique de ces pays, et que, dans cette nouvelle ère d'harmonie relative, ils peuvent infliger des dommages considérables à ces pays, à un coût remarquablement peu élevé pour eux-mêmes, notamment – ce qui est très important – en nombre de vies humaines.

L'efficacité des sanctions économiques a été mise en doute. La plupart des gens estiment qu'elles ont été efficaces en Afrique du Sud, et non en Irak. Le cas de l'Irak, toutefois, est particulier, puisqu'il semble que la levée des sanctions exigerait de Saddam Hussein qu'il commette un suicide politique...ou personnel⁴⁸. Quoique les sanctions n'aient pas été d'un grand secours dans la guerre en Bosnie, il semble qu'elles aient tout de même contribué à assouplir l'attitude de la Serbie; la menace de sanctions économiques a aussi certainement contribué à tenir la Croatie en respect. Bien sûr, ces sanctions ont un impact économique considérable qui affecte souvent beaucoup plus les démunis que les dirigeants d'un pays donné. Mais on peut en dire autant, et même plus, de l'alternative qui serait la guerre.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord pourrait devenir un organe important de gestion des conflits en Europe. Cependant, ses détracteurs ont déclaré fréquemment, parfois dans un même argument, que : 1) l'OTAN n'a plus d'objet et 2) qu'on ne peut admettre la Russie dans l'OTAN parce qu'elle affaiblirait l'Alliance. Ces critiques comprennent mal la raison d'être d'une institution telle que l'OTAN, car, comme Paul Schroeder l'a montré, toutes les alliances formées en Europe durant les 180 dernières années visaient, en partie, à surveiller un de leurs membres⁴⁹; en fait, cette fonction était souvent le but principal de l'organisation. Dans le cas de l'OTAN, quoiqu'on ne le clame pas trop haut, un de ses buts principaux était de contrôler l'Allemagne; comme le disait une formule sarcastique, l'Alliance atlantique a été conçue pour tenir les Soviétiques à distance, garantir la présence américaine et tenir les Allemands à l'œil.

La présence de forces armées en pleine désorganisation et à peine contrôlées constitue une caractéristique commune des conflits récents en Europe (et dans le Caucase). En accueillant les militaires de l'Europe centrale et de l'Est, notamment de la Russie, en son sein, l'OTAN disposerait ainsi d'un moyen lui permettant d'agir sur l'une des principales causes de conflit dans la région. L'OTAN pourrait ainsi communiquer directement avec certains des acteurs clés de la région et traiter avec ceux-ci comme des membres d'une communauté plutôt que comme d'obscurs citoyens de seconde zone. De cette façon, elle pourrait se les attacher et les maintenir en contact direct et permanent avec l'Ouest et ses traditions à la fois pacifiques et axées sur la modernité.

48. Paul LEWIS, «Immovable Object: Granite Regime of Saddam Hussein Seems Little Worn by Political Storm», *New York Times*, 31 juillet 1992, A6; J. MUELLER, *Policy and Opinion... op. cit.*, ch. 5).

49. Paul W. SCHROEDER, «Alliances 1815-1945: Weapons of Power and Tools of Management», in Klans KNORR (dir.), *Historical Dimensions of National Security Problems*, Lawrence, KS, University Press of Kansas, 1976.

Ce projet, bien sûr, n'est pas une panacée. Rappelons, toutefois, que, dans le passé, l'OTAN a montré son influence lors de la tentative de coup d'État ourdie en 1982 par les militaires d'Espagne et lors de l'aggravation des dissensions entre les États grec et turc. Si la Yougoslavie avait été membre de l'OTAN – il en avait été question dans les années 1950⁵⁰ – les autorités de l'Alliance auraient alors été en relation directe avec les dirigeants de l'armée yougoslave. Elles se seraient ainsi trouvées en meilleure position pour comprendre et aider à régler les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentaient plutôt que de traiter l'armée yougoslave comme une bande de maraudeurs composée d'individus dont les noms finissent par «c». Selon Susan Woodward, l'armée yougoslave a d'ailleurs, à un moment crucial au début de la guerre, voulu s'interposer entre les Croates et les Serbes. Elle ne put accomplir cette tâche cependant, dans la mesure où, les occidentaux, incapables de comprendre ce qui se passait, se sont obstinés à la percevoir comme une force d'occupation et ont refusé de parler avec ses chefs⁵¹.

Il semble toutefois clair, dans l'ensemble, que les pays qui se sentent en sécurité et sont pleinement engagés dans la recherche de la prospérité (plutôt que de la puissance) n'ont pas eu, ni hier ni aujourd'hui, l'intention de sacrifier la vie de leurs soldats pour jouer aux arbitres dans des querelles sanglantes, sans intérêt stratégique pour eux. Cette réalité ne plaira peut-être pas aux moralistes et à certains internationalistes, mais c'est un principe politique qui ne manque pas de cohérence et autour duquel s'est établi un consensus.

[Traduit de l'anglais]

50. John CAMPBELL, *Tito's Separate Road: America and Yugoslavia in World Politics*, New York, Harper and Row, 1967, pp. 24-27.

51. Susan WOODWARD, *op. cit.*, p. 257.